

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

### PRESTATIONS D'ACCUEIL PHYSIQUE ET TÉLÉPHONIQUE A SUPMICROTECH

MAPA 2026-002

---

SUPMICROTECH,  
École nationale supérieure de mécanique et des microtechniques

<b>1) DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
1.1 - Objet du marché	3
1.2 - Décomposition du marché	3
1.3 - Type de procédure	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	3
<b>2) PIECES CONTRACTUELLES</b>	<b>3</b>
<b>3) CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE</b>	<b>3</b>
<b>4) DUREE ET DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>4</b>
4.1 - Durée du contrat	4
4.2 - Reconduction	4
<b>5) PRIX</b>	<b>4</b>
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
5.2 - Modalités de variation des prix	4
<b>6) GARANTIES FINANCIERES</b>	<b>5</b>
<b>7) AVANCE</b>	<b>5</b>
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	5
7.2 - Garanties financières de l'avance	5
<b>8) MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>5</b>
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	5
8.2 - Présentation des factures	5
8.3 - Délai global de paiement	6
8.4 - Paiement des cotraitants	6
8.5 - Paiement des sous-traitants	6
<b>9) CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>6</b>
<b>10) CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE</b>	<b>6</b>
<b>11) DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE</b>	<b>7</b>
<b>12) PENALITES</b>	<b>7</b>
12.1 - Pénalités de retard	7
12.2 - Autres pénalités	7
12.3 - Pénalité pour travail dissimulé	7
<b>13) ASSURANCES</b>	<b>8</b>
<b>14) CLAUSE DE REEXAMEN</b>	<b>8</b>
14.1 - Clauses de variation des prix	8
14.2 - Clauses de modification du périmètre des prestations	9
14.3 - Modifications relatives aux titulaires	9
14.3.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire	9
14.3.2 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat	9
14.3.3 - Modification du groupement en cours d'exécution du présent contrat	9
<b>15) RESILIATION DU CONTRAT</b>	<b>9</b>
15.1 - Conditions de résiliation du marché	9
15.2 - Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire	10
<b>16) REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES</b>	<b>10</b>
<b>17) DEROGATIONS AU CCAG</b>	<b>10</b>

## **1) DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHÉ**

### **1.1 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une prestation de permanence quotidienne pour assurer l'accueil physique et téléphonique et prestations annexes de SUPMICROTECH à Besançon.

La durée du marché est de 2 ans et débutera à compter du 1<sup>er</sup> juin 2026.

### **1.2 - Décomposition du marché**

Le marché n'est pas alloti.

### **1.3 - Type de procédure**

Le marché est un marché à procédure adaptée : les prestations seront rémunérées à la fois par application de prix forfaitaire pour la prestation d'accueil physique et téléphonique et prestations annexes et par application de prix unitaire détaillé dans le bordereau des prix unitaires (BPU) pour les prestations ponctuelles.

Pour la partie unitaire, chaque prestation sollicitée donnera lieu à l'émission d'un bon de commande distinct.

### **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou un délégataire peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais de livraison de la prestation (dates de la prestation) ;
- le montant du bon de commande ;

## **2) PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour les prestations ponctuelles
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse technique justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.

## **3) CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG- FCS. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire. Ce respect de confidentialité ne prend pas fin à l'issue du marché.

## 4) DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période de 2 ans (24 mois) et débutera au 01/06/2026.

### 4.2 - Reconduction

Il n'est pas prévu de reconduction du marché à l'issu du délai d'exécution.

## 5) PRIX

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que la rémunération des intervenants, leurs éventuels frais de déplacement, d'hébergement et de restauration.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire (offre initiale ou offre après négociation) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement (1 fois par an à date anniversaire) par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formules	Prix concernés
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV (n)} / \text{SYN REV (o)})$	Forfaitaire (DPGF)/Unitaire (BPU)

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision annuelle définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Cod e	Libellé
SYN REV	Indice SYNTEC

Il appartient au titulaire de fournir le détail de calcul et d'appliquer la révision de prix applicable sur la facturation à date anniversaire.

## **6) GARANTIES FINANCIERES**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **7) AVANCE**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

L'option B prévoit l'application des taux d'avances minimaux fixés par le Code soit 5%.

### **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance peut être accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois (soit  $(\text{montant TTC du marché} / \text{durée du marché en mois}) \times 5\%$ ).

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

### **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **8) MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **8.2 - Présentation des factures**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une facture transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

## Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19250082500026

### 8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures sur le portail Chorus.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant, admis au paiement direct, adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9) CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Un bon de commande sera transmis via la plateforme PLACE pour la durée d'exécution du marché soit 2 ans.

La partie « marché à prestations ponctuelles » s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de transmission du bon par mail ou via la plateforme PLACE.

### Adresse d'exécution :

SUPMICROTECH Ensmm  
26 Rue de l'Epitaphe  
25000 BESANCON

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

## **10) CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE**

La politique sociale et environnementale portée par le soumissionnaire en faveur de son personnel et de l'environnement sera appréciée lors de l'analyse des offres par l'acheteur. Le cadre de réponse technique reprend les thématiques à aborder par le candidat.

## 11) DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 12) PENALITES

### 12.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, SUPMICROTECH se réserve le droit d'appliquer une pénalité, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

### 12.2 – Autres pénalités

SUPMICROTECH se réserve le droit d'appliquer également d'autres pénalités dans les cas suivants :

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Pénalité en cas de non-exécution des différentes clauses du CCTP	Par constat	300,00€
Pénalité en cas de mauvaise exécution des différentes clauses du CCTP	Par constat	150,00€
Pénalité en cas de non-respect du règlement intérieur et règle d'usage	Journalière	75,00€

### 12.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **13) ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire de contrats d'assurances en lien avec son activité et le personnel employé, au moyen d'une attestation à jour, établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### **14) CLAUSE DE REEXAMEN**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas présentés à l'article 14.1 et suivants :

#### **14.1 - Clauses de variation des prix**

La formule de révision prévue à l'article 5.2 dudit cahier et ses paramètres sont modifiés dans les cas suivants :

- si leur application est rendue impossible par suite de la disparition d'un ou plusieurs indices pris en compte ou de modifications apportées à leur mode de calcul ;
- si le titulaire est confronté à des circonstances imprévues et que la formule initiale ne permet pas à ce dernier d'exécuter les prestations dans des conditions normales. Le cas échéant, une formule de révision adéquate peut être proposée par les deux parties pour y remédier.

Le titulaire peut également communiquer à SUPMICROTECH par tous moyens, le pourcentage d'augmentation qu'il souhaiterait appliquer, et ce, au moins deux mois avant la date prévue pour



l'application de ce pourcentage. SUPMICROTECH disposera à réception, d'un délai d'un mois pour se prononcer sur son acceptation ou son refus de tout ou partie de la proposition.

Dans l'hypothèse où aucun accord sur les solutions proposées n'aboutirait, SUPMICROTECH dispose de la faculté de prononcer la résiliation de plein droit autre que pour faute du titulaire, et ce sans indemnité.

#### 14.2 - Clauses de modification du périmètre des prestations

SUPMICROTECH se réserve le droit de modifier le présent contrat via des clauses de réexamen au motif d'un ajustement des prestations à la hausse comme à la baisse. Ces modifications interviendront quel que soit leur montant.

Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles et/ou, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

#### 14.3 - Modifications relatives aux titulaires

##### 14.3.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le service financier de SUPMICROTECH par écrit à l'adresse suivante : [service.facturier@supmicrotech.fr](mailto:service.facturier@supmicrotech.fr)

Il doit également communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement et toutes pièces administratives sur sa situation juridique dans les plus brefs délais.

##### 14.3.2 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du contrat dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

##### 14.3.3 - Modification du groupement en cours d'exécution du présent contrat

Lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge par un autre membre du groupement sous réserve que celui-ci en ait les capacités. Si aucun autre membre du groupement n'est en mesure de réaliser cette mission, un nouveau membre du groupement peut être proposé au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article R.2194-6, 1°.

Si le groupement n'est pas en mesure de pallier la défaillance, les prestations concernées seront exécutées par un tiers au frais et risques du titulaire, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS.

## 15) RESILIATION DU CONTRAT

#### 15.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

**En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **15.2 – Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16) REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17) DEROGATIONS AU CCAG**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services